

PROGRAMME QUINQUENNAL 2009/2013 POUR LE SECTEUR

Quelle stratégie pour la pêche ?

Les directions des différentes wilayas côtières, les armateurs et patrons de pêche, les services de la police maritime sont, ces dernières semaines, constamment sollicités par le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques (MPRH), pour préparer la mise en route du plan quinquennal 2009/2013. Il interviendra dès le début du mois de janvier prochain.

D'autres dispositions ont été prises par la même institution pour le développement des activités de la pêche et aquacoles. Récemment émises, elles sont annonciatrices d'une réforme en profondeur des activités de la pêche jusqu'à 2025.

Y sont soulignés, entre autres, la formation, la réglementation des relations de travail des personnels navigants, des navires de transports maritimes, de commerce ou de pêche, le carénage...

Ces dispositions impliquent les armateurs, constructeurs navals, investisseurs, patrons de pêche et chefs d'entreprises portuaires. Elles ont pour objectif de consolider les acquis enregistrés depuis 1999 et de mettre définitivement un terme à la gabegie, aux dysfonctionnements, pillage et au gaspillage des ressources nationales.

D'autant que les précédentes années, le monde algérien de la pêche et son environnement administratif foisonnait, une jungle où les vrais armateurs côtoyaient les faux et où les trafiquants de corail imposent leur loi aux services de police maritime, empêchant de fait, tout développement. Cet objectif est précisé dans le plan quinquennal 2009/2013. Il ressemble à un plan d'urgence. Ses grandes

lignes ont été révélées par M. Smaïn Mimoune, ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques lors de sa visite de travail effectuée fin octobre 2008 à Annaba.

«La maîtrise des activités de la pêche et des ressources halieutiques se fera tel que prévu par le plan quinquennal. Nous voulons garantir un réel et harmonieux développement sur l'ensemble du territoire national. Cela ne signifie pas que nous ne soyons pas sensibles à la nécessité de peaufiner au mieux les différents aspects. Dans ce pays qui consent des sacrifices pour créer ou sauvegarder des emplois, la pêche et l'aquaculture restent des créneaux à ne pas sous-estimer. Dès janvier prochain, le plan en question retenu en conseil du gouvernement en 2007 sera mis en application», a-t-il précisé.

Ce plan comporte de nombreuses opérations et d'importants investissements en termes de moyens humains, financiers et matériels pour le développement de la pêche et de l'aquaculture. Soutiens financiers, administratifs et techniques aux pêcheurs et aux aquaculteurs, larges facilitations au profit des investisseurs intéressés par la filière du carénage. Il prévoit également la réalisation d'un



Mettre un terme au pillage des ressources naturelles.

port de pêche à Annaba, l'achèvement de ceux d'El Kala et Béjaïa. Ces infrastructures viendront s'ajouter aux sept autres du même type réalisées depuis 1999.

A ce titre, le MPRH s'est lancé dans l'acquisition d'équipements de navigation et de production de haute technologie pour 1 000 embarcations de pêche.

La consolidation des capacités de conservation existantes et la multiplication des stations d'approvisionnement en carburants, des centres de réparation et maintenance des embarcations, des points de vente de la pièce de rechange et accessoires, la poursuite de la politique de rajeunissement de la flotte et le renforcement de cette dernière par des chalutiers spécialisés dans la pêche en haute mer, sont d'autres perspectives

que cette institution envisage de matérialiser à court et moyen terme. C'est dans ce cadre qu'ont été lancées des études de faisabilité tout le long des 1 200 km du littoral.

Dans son approche de sa stratégie de développement à court et moyen terme, le MPRH a accordé une large place à la filière aquacole en planifiant la réalisation de plusieurs centres de culture aquacole dans les Hauts-Plateaux et dans le Sud (Ghardaïa et Ouargla).

Au chapitre de la production corallifère nationale, les résultats de l'étude scientifique menée par un laboratoire étranger sur l'ensemble du littoral seront exploités. Tel que présenté, le plan quinquennal 2009/2013 pourrait servir de tremplin au développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture. Ses initiateurs

se sont fixés pour objectif de multiplier par deux les 600 000 tonnes/an de production de poissons bleus, blancs et crustacés.

Toutes aussi importantes sont les dispositions prises pour la préservation des ressources. Ce dernier aspect figure dans les priorités du ministère.

Des arrêtés ministériels et interministériels réglant les relations socioprofessionnelles dont le règlement intérieur régissant l'activité de la pêche en Algérie sont considérés comme étant des éléments de base pour la réussite du plan quinquennal.

Ces éléments devraient être consolidés par l'augmentation du quota prévu pour être accordée à l'Algérie par la FAO courant de ce mois de novembre 2008.

A. Djabali

PROSPECTION
MINIÈRE DE
NEUF NOUVEAUX
SITESUne seule
entreprise
chinoise
retenue

La soumission pour adjudication de neuf sites miniers à un avis d'appel d'offres international pour leur prospection n'a finalement pas attiré grand monde hier au siège du ministère de l'Energie et des Mines à Alger.

A la séance d'ouverture des plis, organisée hier matin, il n'y avait en fait que trois soumissionnaires, deux entreprises algériennes et une chinoise.

L'Agence nationale du patrimoine minier a rejeté l'offre technique des deux sociétés nationales Argilex et Faïenceries algériennes, en raison de l'insuffisance des bilans pour la première et du manque d'expérience pour la seconde. Les deux entreprises avaient soumissionné, respectivement, pour la prospection du gisement de plomb-zinc de Djebel Feltene (2 052 ha), à Mila, et de celui de l'or (4 500 ha), au niveau de Tin Massaret, à Illizi. En ce qui concerne l'entreprise chinoise des travaux hydrauliques, Shaoling, dont l'offre technique et financière était jugée recevable, elle va procéder à la prospection du gisement de cuivre de Rahmani, sis au niveau de la wilaya de Bechar et dont la superficie est estimée à 61 880 ha. L'offre financière chinoise pour la prospection du site minier de l'or à Illizi est de 3,3 millions de dinars, soit une contre-valeur en devise de 49 390 dollars américains. A noter que les gisements de l'or de Touffok et Ekendouker, situés à Tamanrasset, et quatre autres sites de cuivre, de fer et de terres rares, sis à Naâma, Illizi et à Tamenrasset, n'ont pas reçu d'offres. Ils seront remis sur la table pour un nouvel avis d'appel d'offres qui sera publié les prochaines semaines.

Lyès Menacer

PRODUCTION, CONSOMMATION ET MAÎTRISE ÉNERGÉTIQUES

L'élaboration d'un modèle algérien en débat

L'Algérie doit développer un modèle énergétique selon l'universitaire et spécialiste en questions énergétiques, M. Chemseddine Chitour.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Intervenant à une table ronde, lors des 8^{es} Journées scientifiques et techniques de Sonatrach, ouvertes hier à l'hôtel Hilton, cet enseignant à l'Ecole polytechnique a estimé que l'Algérie ne dispose pas d'un modèle propre.

Cela concernant la production et la consommation, de plus

en plus appelées à croître, ainsi que la maîtrise et l'efficacité énergétiques et le développement des énergies nouvelles et renouvelables et de l'électronucléaire.

Un modèle qui doit être élaboré, selon cet universitaire, sur la base de l'implication de tous les secteurs dont celui de l'énergie, les chercheurs et scienti-

fiques, le mouvement associatif, et du volontarisme, en dépassant les approches linéaires du type laisser-aller. Cela même si la réalisation de ce modèle ne semble pas être aisée, concède M. Chemseddine Chitour. Cependant, cette problématique suscite un débat controversé, des représentants du secteur de l'Energie, notamment de Sonelgaz, affirmant déjà disposer d'études modélisateurs et de scénarios tant optimistes que

catastrophiques, à moyen terme. Selon un responsable à Sonelgaz, M. Badache, le secteur de l'énergie et des mines dispose d'un document de politique énergétique nationale et des énergies alternatives.

Comme le débat a porté sur le développement des énergies renouvelables, même si un certain consensus existe à propos de l'option du solaire, en tant qu'alternative quoique coûteuse et contraignante techniquement.

En mettant en relief la nécessité pour les Algériens de revoir leur mode de consommation énergétique et de développer une meilleure efficacité.

De même que le débat a porté sur quelle combinaison entre la part des sources fossiles, celle du solaire et celle du nucléaire dans la production d'énergie, ainsi que la manière de promouvoir l'électronucléaire qui ne répond pas, selon le responsable de Sonelgaz, à une contrainte conjoncturelle. D'autant que la réalisation projetée à l'horizon 2020 de la première centrale électronucléaire représente un coût de 6 à 7 milliards de dollars.

C. B.

TECHNOLOGIES PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES

Vers l'installation de la compagnie
DuPont en Algérie

La compagnie pétrolière DuPont, spécialisée dans la haute technologie, envisage de créer un bureau de liaison en Algérie.

Avec la finalité, selon M. Reda Rebbah, consultant en développement commercial, de faire connaître davantage les produits industriels, les solutions et technologies innovantes de DuPont dans les domaines du gaz et du pétrole et de l'industrie chimique.

Rencontré à l'occasion de la 4^e exposition algérienne sur le pétrole et le gaz (ALOG 4), M. Reda Rebbah a relevé l'intérêt de sa compagnie pour le

«grand marché» que représente notre pays. Même si DuPont fournit déjà certaines filiales du groupe Sonatrach en matériels, notamment des équipements de protection, cette société ambitionne cependant de développer des partenariats avec les grands opérateurs nationaux et étrangers.

Voire, de s'installer dans notre pays, sur le modèle «construire, posséder, gérer et entretenir».

Optimiste, ce consultant a indiqué que des discussions ont déjà été entamées en vue de la réalisation de cet objectif.

C. B.